

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEILLAGE VANDECANDELAERE

5 rue de l'Eglise
14540 Bourguébus

Références : 2025.103
Code AIOT : 0005300110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement TEILLAGE VANDECANDELAERE implanté 5 rue de l'Eglise 14540 Bourguébus. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2025 de l'inspection des installations classées visant les installations électriques.

Après un point en salle sur les rapports de vérification électrique, une visite « terrain » a été effectuée afin de faire un contrôle visuel par sondage de l'état général des équipements électriques.

L'itinéraire suivant a été suivi:

- bâtiment de teillage ;
- zone ATEX (centrale de dépoussiérage) ;

- poste de livraison usine de teillage ;
- LINAFIL ;
- bâtiment CPLT ;
- poste de livraison LINAFIL.

L'inspection s'est achevée par une restitution en salle des contrôles menés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEILLAGE VANDECANDELAERE
- 5 rue de l'Eglise 14540 Bourguébus
- Code AIOT : 0005300110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teillage Vandecandelaere exploite sur la commune de Bourguébus un établissement de teillage de lin depuis plus de 30 ans. Environ 85 collaborateurs travaillent au sein de cet établissement qui fonctionne en 3 × 8h.

L'établissement est certifié ISO 9001.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite terrain dans le bâtiment CPLT, l'Inspection a constaté que deux IBC contenant de la colle étaient entreposés sur une rétention remplie d'eau blanchie. Après échange avec l'exploitant, il s'avère que ces rétentions servent d'exutoires aux eaux de lavage du système de collage. L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de vider ces rétentions au plus vite et d'en apporter la preuve.

De même, sur la partie Est du site, à proximité du local abritant le point de livraison haute tension, l'Inspection a constaté que la clôture était à terre sur plusieurs mètres, facilitant ainsi l'accès à des personnes étrangères au site. L'exploitant doit au plus vite remettre en état la clôture et en apporter la preuve à l'Inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a soumis les derniers contrôles électriques ainsi que les rapports associés. Certaines observations mentionnées dans le rapport étaient déjà présentes l'année précédente. Les travaux de remise en conformité ont été effectués et enregistrés dans la GMAO de l'entreprise. L'exploitant devra faire preuve de vigilance et traiter les non-conformités jugées urgentes dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : L'exploitant a fourni le contrôle électrique de l'année 2024, mentionnant également la date du contrôle 2023 et les dates de contrôle prévues pour l'année 2025 sont planifiées. La périodicité des contrôles est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle N° 1734695-004-1, daté du 28/03/2024 et réalisé par la société Apave, a été fourni. Le compte rendu Q18 a également été présenté et mentionne un contrôle complet des installations électriques. Le rapport Q19 du 28/01/2025, N° A32187114.003, a été soumis. Quatre anomalies y ont été identifiées, dont une avec un degré de priorité 1. L'exploitant a fait appel à son sous-traitant ELEC3P le 14/02/2025 pour corriger cette anomalie. Les trois autres anomalies, classées en priorité 2, sont couvertes par un plan d'action et seront prochainement traitées par le service de maintenance de l'exploitant. Cependant, une incohérence subsiste : le bureau de contrôle indique ne pas avoir reçu le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), bien que la zone ait été contrôlée comme indiqué dans les constatations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra discuter avec son bureau de contrôle pour obtenir des explications sur l'incohérence relevée dans le compte rendu Q18 entre le fait de ne pas disposer du DRPCE et celui de se positionner pour autant sur l'absence de constat d'inadéquation de matériels électriques et sur l'absence de risque de cette nature.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le listing des points de non-conformité avec des annotations indiquant que</p>

les travaux ont été effectués. Cependant, ce document est peu lisible en l'état et ne présente aucune hiérarchisation des actions menées. L'exploitant précise avoir un logiciel de GMAO où ces actions sont tracées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir une extraction claire des travaux engagés avec un ordre de priorité. Les bons de commande passés auprès des sous-traitants pour effectuer ces travaux doivent également être fournis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le DRPCE, daté du 16/01/2019, mentionne une seule zone ATEX au sein de l'établissement, située au niveau de la centrale de dépoussiérage. Aucun recensement des matériels présents dans la zone ATEX et aucun contrôle de l'adéquation des matériels n'y est présentée, mais l'organisme de contrôle (Apave) a bien signalé dans son rapport un contrôle de l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion. L'exploitant indique que le DRPCE sera actualisé en juin 2025 et qu'il demandera à réaliser un bilan de l'adéquation des matériels électriques présents dans cette zone avec les exigences liées au classement ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'Inspection la liste des matériels électriques présents en zone(s) ATEX et le contrôle de leur adéquation avec la ou les zones ATEX identifiées dans la prochaine actualisation du DRPCE demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : L'environnement des bâtiments de production est poussiéreux, mais un nettoyage hebdomadaire est effectué. Certaines armoires électriques ont été équipées d'un système de surpression pour éviter la pénétration de la poussière. Le jour de la visite d'inspection, un contrôle par sondage a été réalisé, et les armoires inspectées ne présentaient pas de poussière excessive. Les armoires non équipées de ce système sont plus poussiéreuses, mais elles sont nettoyées régulièrement selon l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de rester vigilant sur l'état de propreté des armoires électriques et d'adapter la fréquence de nettoyage afin de diminuer le risque de départ de feu.
Type de suites proposées : Sans suite